

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 novembre 2023

SUITES DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE - (N° 1526)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 25

présenté par

Mme Soudais, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Stambach-Terreoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 26 à 29.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe parlementaire LFI-NUPES souhaite supprimer l'alinéa 26, qui insiste sur la nécessité de réformer le processus d'adhésion à l'UE, pour le rendre plus progressif et flexible.

Nous estimons que l'Europe doit être sociale, écologique et démocratique. Or, c'est exactement le contraire de ce que l'Union européenne offre aux européens actuellement. Nous souhaitons une Europe qui soit au service des peuples, mais en l'état elle se montre plutôt au service du marché et des libéraux de Bruxelles. Ainsi, nous estimons qu'une réforme des procédures d'adhésion comme elle nous est proposée ne peut qu'être faite en dégradant davantage le niveau de vie des Européens.

Les élargissements par le passé ont conduit à des politiques de délocalisation de nos activités industrielles, impactant négativement l'emploi, l'économie, le social et l'environnement de la

France. En effet, cela a permis une importation de biens et produits de moindre qualité environnementale, produits également de façon moins dispendieuse, là où avant ils étaient produits en France.

Nous nous opposons donc à une réforme de la procédure d'adhésion à l'Union européenne, qui serait plus flexible et progressive, comme l'entend ce texte.